

Le long chemin vers le développement

Comment les défauts d'efficacité entravent les progrès de l'Agenda 2030



CSOPartnership
for Development Effectiveness

Photo de Annie Spratt sur Unsplash

JUILLET 2021

Réalisée par la plateforme mondiale de la société civile Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement, à temps pour le Forum politique de haut niveau des Nations unies de 2021, cette étude présente les perspectives de 109 OSC de 45 pays et territoires sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et des examens nationaux volontaires, en utilisant le prisme de la coopération efficace pour le développement (CED).

Tout en reconnaissant l'intégration des ODD dans la planification du développement national, les répondants suggèrent une faible appropriation par les pays et un faible engagement des parties prenantes institutionnelles, ainsi qu'un manque de transparence et d'inclusion dans les processus des ODD. Ils identifient les principales lacunes dans la mise en œuvre des ODD, telles que l'engagement inadéquat des OSC, et notent les difficultés à atteindre les objectifs dans le contexte de la crise de la COVID-19. Ils proposent également des recommandations fondées sur la promotion d'un environnement favorable à la participation de la société civile pour améliorer la mise en œuvre des ODD, .

Le POED tient à remercier toutes les personnes et leurs organisations dont les précieuses contributions à l'enquête ENV de cette année ont rendu cette étude possible.

Sommaire

Résumé 1

Principes de la CED 4

Contexte 5

Résultats principaux 9

Recommandations 20

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED), 2021 Certains droits réservés. Le POED détient les droits de cette publication.

La publication peut être citée en partie à condition que le POED soit correctement crédité et que soient fournies des copies de l'ouvrage final où la citation ou la référence apparaît.



Secrétariat mondial du POED

3/F IBON Center 114 Timog Avenue Quezon City Philippines 1103

Juillet 2020

Avec le soutien de l'agence suédoise de coopération internationale (Sida)



Résumé

1

Photo by Photo by Özgür ÜNAL from Pexels



Résumé

Ce document présente les réflexions et recommandations des organisations de la société civile (OSC) sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau national, au prisme des principes de la coopération efficace pour le développement (CED). Cette étude est basée sur l'enquête du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) menée du 27 mars au 30 avril 2021. Au total, 109 OSC ont participé à cette enquête dans 45 pays - tous sauf trois sont des pays en développement, et 11 doivent présenter leur examen national volontaire (ENV) en 2021.

Selon les répondants à l'enquête, presque tous les gouvernements ont intégré les ODD dans la planification du développement national ou dans la politique de coopération au développement. En outre, une nette majorité de pays disposent d'une stratégie en matière d'ODD et d'une agence désignée pour la mise en œuvre de cette stratégie. D'autre part, selon les répondants à l'enquête, les budgets nationaux ne sont pas alignés sur les priorités des OSC, ce qui suggère une faible appropriation des stratégies par les OSC dans la plupart des pays.

Un signe apparemment positif pour la transparence et la responsabilité est la forte proportion de pays établissant un cadre national de résultats et un processus de rapport sur les ODD.

Toutefois, cette observation doit être nuancée car le processus de rapport sur les ODD n'est pas ouvert au public dans près de la moitié des pays couverts par l'enquête. En outre, les informations relatives aux ODD ne sont pas diffusées de manière proactive auprès du public. Plus alarmante encore est la tendance des gouvernements à être très sélectifs dans leurs rapports sur les ODD, soulignant leurs réalisations tout en laissant de côté leurs lacunes et leurs échecs, dressant ainsi un tableau trompeur de la réalité.

En ce qui concerne les partenariats avec les parties prenantes et la participation de la société civile, la plupart des pays disposent de mécanismes d'engagement des parties prenantes. Cependant, l'institutionnalisation de cet engagement dans les processus des ODD reste généralement faible au niveau national. En outre, si la plupart des pays autorisent les OSC à participer aux discussions et aux consultations sur les ODD, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles influencent réellement les politiques et la mise en œuvre qui en résultent.

Les répondants à l'enquête ont identifié des facteurs importants qui entravent la participation de la société civile aux processus des ODD dans leurs pays respectifs,

notamment le manque de ressources consacrées à la participation de la société civile et le manque d'informations concernant la mise en œuvre des ODD. Des facteurs politiques sont également en jeu, plusieurs OSC signalent que le processus de participation n'est ni inclusif ni transparent - en fait, les voix critiques sont délibérément exclues.

En termes de résultats, l'enquête n'a pas tenté de mesurer l'atteinte des ODD en soi. Au lieu de cela, l'enquête a simplement sondé les "autres impacts positifs" de la mise en œuvre des ODD qui sont néanmoins importants.

Bien que la liste ne soit pas exhaustive, l'enquête confirme que la mise en œuvre des ODD présente des avantages contingents notables dans de nombreux pays sondés par

l'étude, tels que la formation de partenariats multipartites et un effort accru pour promouvoir l'égalité des genres dans les programmes de développement nationaux.

Les OSC interrogées ont identifié des lacunes importantes dans la mise en œuvre des ODD, notamment le mauvais alignement des allocations budgétaires du gouvernement sur les priorités des ODD et l'insuffisance de la consultation et de l'engagement des OSC dans les processus des ODD. Les OSC signalent que la mise en œuvre des ODD a été retardée ou perturbée par la pandémie et les mesures mises en œuvre pour la contenir, telles que les fermetures/confinements et la distanciation sociale. Certaines OSC signalent également que les activités des OSC dans leur pays ont été réduites dans le cadre des restrictions liées à la pandémie.

Principales recommandations tirées des résultats de l'enquête :

- 1 Les porteurs de devoirs doivent coopérer avec la société civile pour traduire l'Agenda 2030 en plans, programmes et efforts de suivi locaux et veiller à ce que les priorités locales alimentent les plans nationaux et le processus des ENV.
- 2 Veiller à ce que les processus nationaux d'examen des ODD soient ouverts au public et à ce que la diffusion de l'information soit effectuée de manière proactive, en contact avec les citoyens et pas seulement avec les experts techniques.
- 3 Assurer l'engagement de la société civile dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en formalisant et en institutionnalisant la participation des OSC dans les structures de gouvernance soutenues par des lois, des mécanismes, des ressources et un développement des capacités favorables à la société civile, en particulier ceux des groupes et communautés marginalisés.
- 4 Respecter et protéger les droits de tous les citoyens à effectuer leur suivi et leur examen indépendant de l'Agenda 2030, y compris ceux qui peuvent être critiques à l'égard des politiques et des programmes de l'État.
- 5 Établir les liens entre les politiques, les programmes et les allocations budgétaires spécifiques et les résultats lorsqu'il s'agit de rendre compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Contexte

Photo by Kameron Kincade for Unsplash

Contexte

Ce document présente les réflexions et recommandations des organisations des organisations de la société civile (OSC) sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau national, au prisme des principes de la coopération efficace pour le développement (CED). Cette étude accorde une attention particulière à la participation de la société civile aux processus des ODD et examine les implications de la pandémie de COVID-19 sur la mise en œuvre des ODD du point de vue de la société civile.

Ces chiffres sont basés sur les résultats de l'enquête menée par le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) du 27 mars au 30 avril 2021, dans les pays dont les gouvernements ont présenté ou présenteront leurs ENV au Forum politique de haut niveau des Nations Unies (FPHN). Au total, 109 OSC ont participé à cette enquête dans 45 pays - tous sauf trois sont des pays en développement, et 11 d'entre eux doivent présenter leurs examens nationaux volontaires (ENV) en 2021.

Tableau 1
Pays couverts
par l'enquête
2021 du POED

Pays et territoires	No. d'OSC répondantes	No. de répondants individuels	Pays ENV (2021)
Argentine	2	2	Oui
Azerbaïdjan	1	1	
Bangladesh	1	1	
Biélorussie	2	2	
Bénin	2	3	
Bulgarie	1	1	
Burkina Faso	1	1	
Burundi	2	2	
Cameroun	2	2	
Centrafrique	1	1	
Tchad	1	1	Oui
Chili	2	2	
Costa Rica	1	1	
RD Congo	2	2	
Salvador	3	3	

Pays et territoires	No. d'OSC répondantes	No. de répondants individuels	Pays ENV (2021)	
Gabon	1	1		Tableau 1 Pays couverts par l'enquête 2021 du PÔED
Guatemala	1	1	Oui	
Guinée	2	2		
Inde	2	2		
Indonésie	1	1	Oui	
Côte d'Ivoire	1	1		
Japon	1	1	Oui	
Kenya	3	3		
Kirghizistan	1	1		
RDP Lao	1	1	Oui	
Liban	1	1		
Mexique	1	1	Oui	
Myanmar	1	1	Oui	
Népal	1	1		
Nouvelle Zélande	1	1		
Nicaragua	2	2	Oui	
Niger	1	1	Oui	
Nigeria	45	45		
Palestine	1	1		
Papouasie Nouvelle Guinée	1	1		
Paraguay	1	2	Oui	
Philippines	3	4		
Samoa	2	2		
Sénégal	2	2		
Sri Lanka	2	2		
Taiwan	1	1		
Tanzanie	1	1		
États-Unis d'Amérique	1	1		
Togo	2	2		
Vietnam	1	1		
Total (45)	109	112	11	

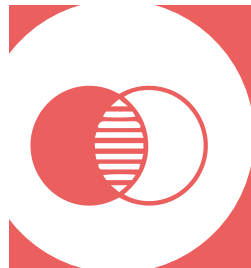
Qu'est-ce que la coopération efficace pour le développement ?

Une coopération efficace pour le développement (CED) est un cadre qui vise à façonner et à aligner les programmes et les politiques de développement afin de garantir que toutes les parties prenantes, en particulier celles qui appartiennent aux secteurs marginalisés, soient impliquées dans le processus de traitement des causes structurelles de la pauvreté, des inégalités et de la marginalisation sociale.

Elle est incarnée par quatre principes partagés :



Appropriation des priorités de développement par les pays en développement : Les pays doivent définir le modèle de développement qui répond à leurs besoins.



Transparence et responsabilité partagée : La coopération au développement doit être transparente et responsable devant tous les citoyens.



Partenariats inclusifs pour le développement : Le développement dépend de la participation de tous les acteurs, et reconnaît la diversité et la complémentarité de leurs fonctions.



L'attention portée sur les résultats : La création d'un impact durable doit être le moteur des investissements et des efforts de développement.

Résultats principaux

Les diagrammes 1 à 5 résument les résultats de l'enquête en fonction de certains indicateurs de réalisation des principes de la coopération efficace pour le développement.





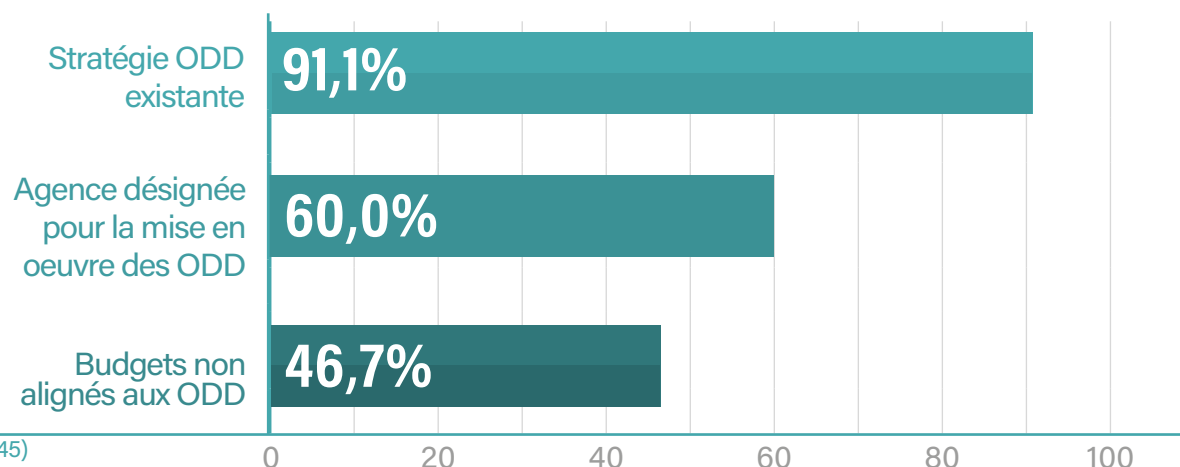
Appropriation par le pays

Presque tous les répondants (41 pays sur 45) ont rapporté que leurs gouvernement avait intégré les ODD dans la planification du développement national ou dans la politique de coopération au développement. En outre, les OSC de six pays (Bangladesh, Guatemala, Liban, Mexique, Paraguay et Vietnam) ont indiqué que la mise en œuvre des ODD est coordonnée par le bureau du président ou du premier ministre, ce qui témoigne du haut niveau de priorité accordé aux ODD dans ces pays. Il est intéressant de noter que les OSC de quelques pays indiquent que des agences internationales - à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Azerbaïdjan et au Tchad et l'Union européenne (UE) en Bulgarie - participent à la coordination de la mise en œuvre des ODD dans leur pays.

Seule une poignée d'OSC de quatre pays ou territoires - la Bulgarie, le Guatemala, le Salvador et Taiwan - ont indiqué que leur gouvernement n'avait pas encore établi de stratégie spécifique pour les ODD. Cependant, les OSC interrogées indiquent que les budgets nationaux ne sont pas alignés sur les priorités des ODD dans plus de la moitié des pays couverts par l'enquête. Ainsi, si la plupart des pays semblent avoir adopté les ODD comme partie intégrante de leurs plans de développement nationaux, les résultats de l'enquête suggèrent que l'engagement à les mettre en œuvre dans la pratique reste faible. Cela est également évident dans les indicateurs de résultats des diagrammes 6 et 7.

Diagramme 1
**Indicateurs
d'appropriation**

Pourcentage de pays d'après l'enquête (n=45)



Un signe encourageant est la forte proportion de pays (82,2 pour cent) qui ont mis en place un cadre national de résultats pour les ODD et un processus d'établissement de rapports. Toutefois, ce chiffre est moins significatif car le processus de compte rendu des ODD n'est ouvert au public que dans 26 des 45 pays couverts par l'enquête. De même, les OSC de 40 % des pays indiquent que les informations sur les ODD ne sont pas facilement accessibles au public.

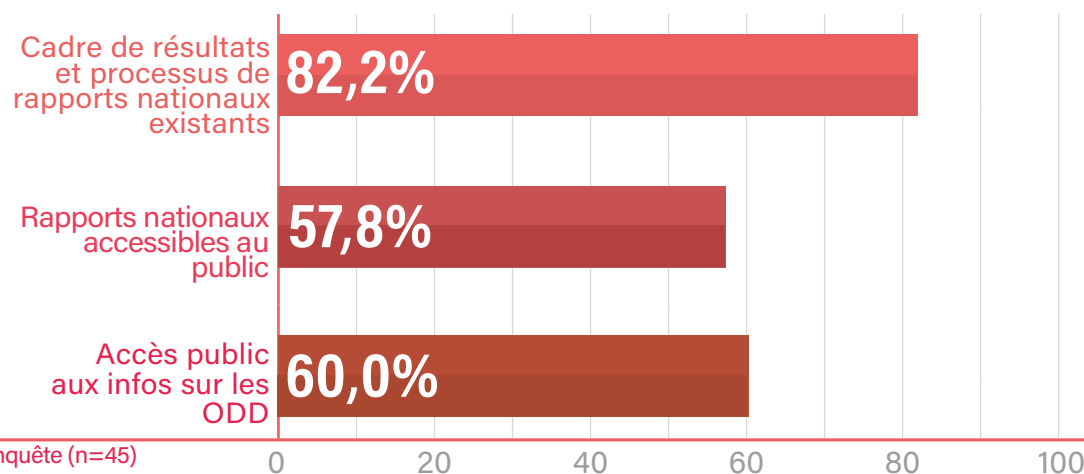
Dans de nombreux pays où les informations sur les ODD sont disponibles, les OSC observent que le gouvernement n'est pas proactif dans la diffusion opportune et accessible de ces informations, en particulier au niveau local. Au lieu de cela, les OSC et les autres parties prenantes doivent faire leurs propres

recherches pour obtenir ces informations auprès du gouvernement.

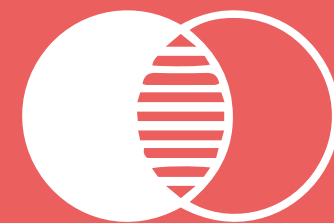
En outre, selon de nombreuses OSC interrogées, les rapports des gouvernements sur les ODD sont souvent incomplets, fragmentaires, superficiels ou décontextualisés. Le plus alarmant est peut-être la tendance des gouvernements à être très sélectifs dans leurs rapports sur les ODD, en soulignant leurs réalisations et en passant sous silence leurs lacunes et leurs échecs. Il s'agit peut-être d'une menace encore plus importante pour la transparence et la responsabilité que la simple faiblesse des systèmes d'établissement de rapports, car ils sont destinés à dresser un tableau trompeur de la réalité au profit des personnes au pouvoir.

Diagramme 2 Indicateurs de transparence

Pourcentage de pays couverts par l'enquête (n=45)



Résultats principaux



Transparence et responsabilité

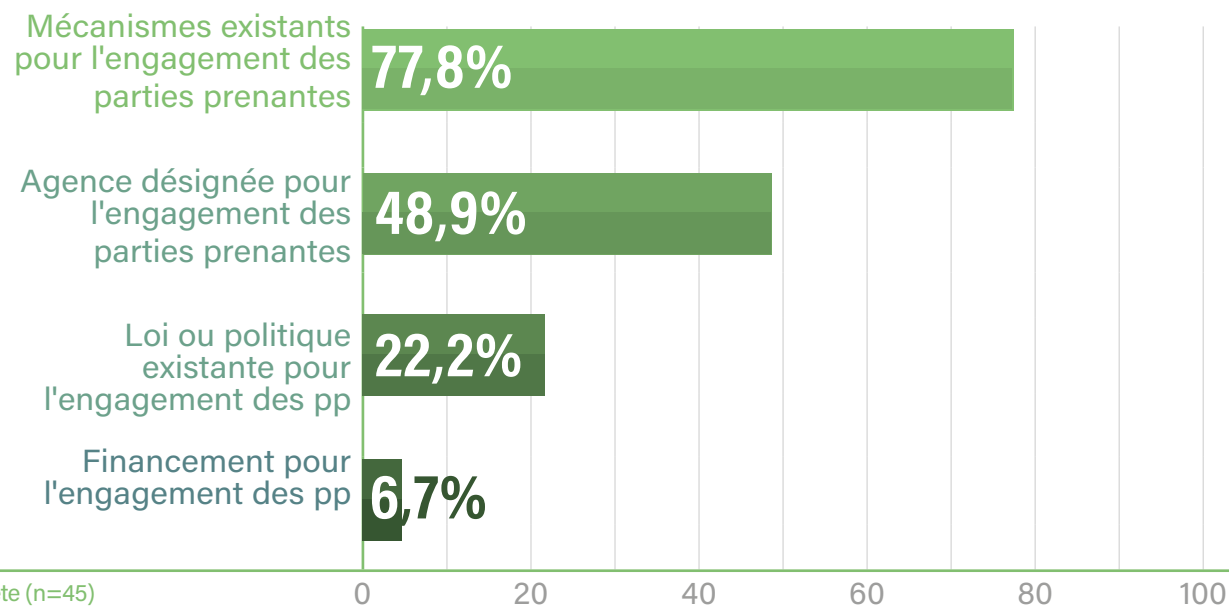


Partenariats inclusifs

En ce qui concerne les partenariats avec les parties prenantes et la société civile, la plupart des pays disposent de mécanismes d'engagement des parties prenantes. Cependant, l'institutionnalisation de l'engagement des parties prenantes dans les processus des ODD reste généralement faible au niveau national. En outre, si la plupart des pays autorisent les OSC à participer aux discussions et aux consultations sur les ODD, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles influencent réellement les politiques et la mise en œuvre qui en résultent.

Les OSC de 35 pays ont fait état de mécanismes existants pour impliquer les OSC et autres parties prenantes dans les processus de planification, de mise en œuvre et d'examen des ODD de leur pays. Cependant, selon les OSC interrogées, moins de la moitié (22) des pays couverts par cette enquête ont institutionnalisé les processus d'engagement des parties prenantes. Au minimum, cela signifie qu'un organisme gouvernemental spécifique est désigné pour entrer en contact avec les parties prenantes. Dans dix de ces 22 pays, une loi ou une politique est en place pour l'engagement des parties

Diagramme 3
Indicateurs de
partenariats :
engagement des
parties prenantes

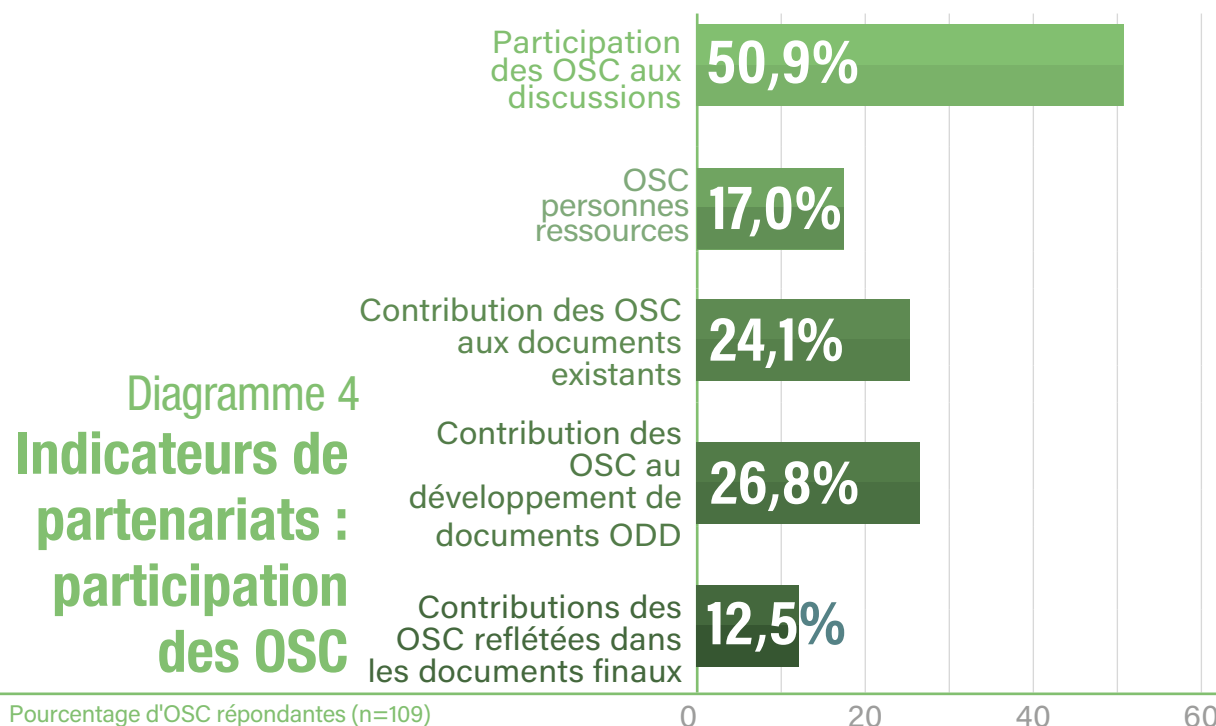


prenantes. Mais seuls trois de ces 22 pays disposent de fonds pour soutenir l'engagement des parties prenantes.

En ce qui concerne les partenariats avec la société civile, la plupart des OSC interrogées indiquent qu'elles ont participé aux consultations sur les ODD dans leurs pays respectifs. Dans 12 pays, les OSC ont été invitées à contribuer aux documents relatifs aux ODD, tandis que dans dix pays, elles ont été invitées à apporter leur contribution à des

documents relatifs aux ODD déjà existants. Dans neuf pays seulement, les OSC ont été sollicitées comme personnes ressources lors des séances de consultation sur les ODD. Plus inquiétant encore, les OSC de 14 pays n'ont pas été en mesure de participer aux consultations sur les ODD sous quelque forme ou manière que ce soit.

La plupart des OSC qui ont pu participer aux discussions sur les ODD ont fait part de leurs réactions sur les lacunes et les défis de la mise en œuvre au niveau local, notamment en ce qui



Résultats principaux



Partenariats inclusifs

Résultats principaux

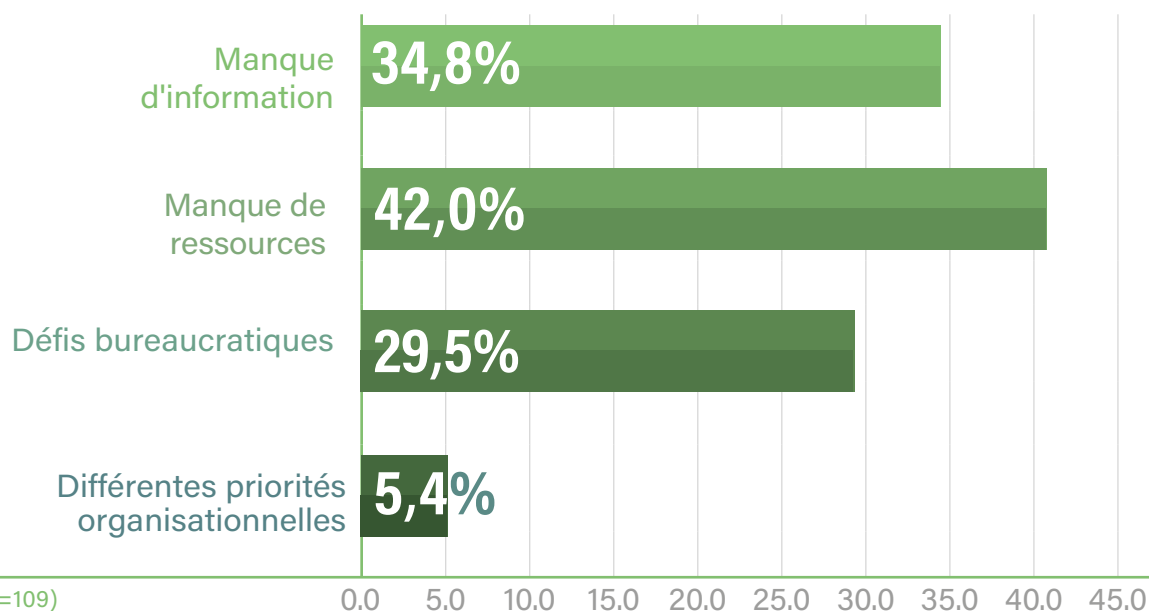


Partenariats inclusifs

concerne les groupes marginalisés tels que les femmes, les peuples autochtones et les personnes handicapées. Nombre d'entre elles ont également fait part de suggestions et de bonnes pratiques concernant des stratégies plus fondées sur les droits et plus inclusives, la localisation des ODD, la sensibilisation, la mobilisation des communautés et l'amélioration des cibles et des indicateurs. Certains ont également fait état de leur participation à des ateliers de formation et de renforcement des capacités, de la mise en œuvre d'objectifs spécifiques, ainsi que du suivi et de l'évaluation.

Mais seules 14 OSC de sept pays ont indiqué que leurs contributions avaient été intégrées dans la version finale des documents de politique des ODD. Les faits suggèrent donc que la participation de la société civile aux processus des ODD reste limitée dans de nombreux pays. En outre, même lorsque la société civile a la possibilité de participer, ses contributions sont souvent ignorées ou négligées.

Diagramme 5
**Indicateurs de
partenariats :
Obstacles à la
participation
des OSC**



Pourcentage d'OSC répondantes (n=109)

Les répondants à l'enquête ont identifié des facteurs importants qui entravent la participation de la société civile aux processus des ODD dans leurs pays respectifs. L'obstacle à la participation des OSC le plus souvent cité est le manque de ressources, de suivi et d'informations. Près d'un tiers des OSC interrogées ont également cité les défis bureaucratiques comme une entrave à leur action.

Plusieurs OSC interrogées se plaignent également que le processus de participation n'est ni inclusif ni transparent. Dans quelques pays (par exemple, la Biélorussie, l'Inde et les Philippines), le gouvernement sélectionnerait

les OSC autorisées à participer, excluant et intimidant même celles qui ont une position critique vis-à-vis des politiques et des programmes du gouvernement.

En République centrafricaine, les OSC finissent par se faire concurrence pour profiter des créneaux et des ressources limités pour la participation des OSC. D'autres citent le faible niveau de confiance et de valeur accordé par le gouvernement aux contributions et à la participation des OSC, tandis que d'autres pointent le faible niveau de capacité technique des OSC comme un autre obstacle.

Résultats principaux



**Partenariats
inclusifs**

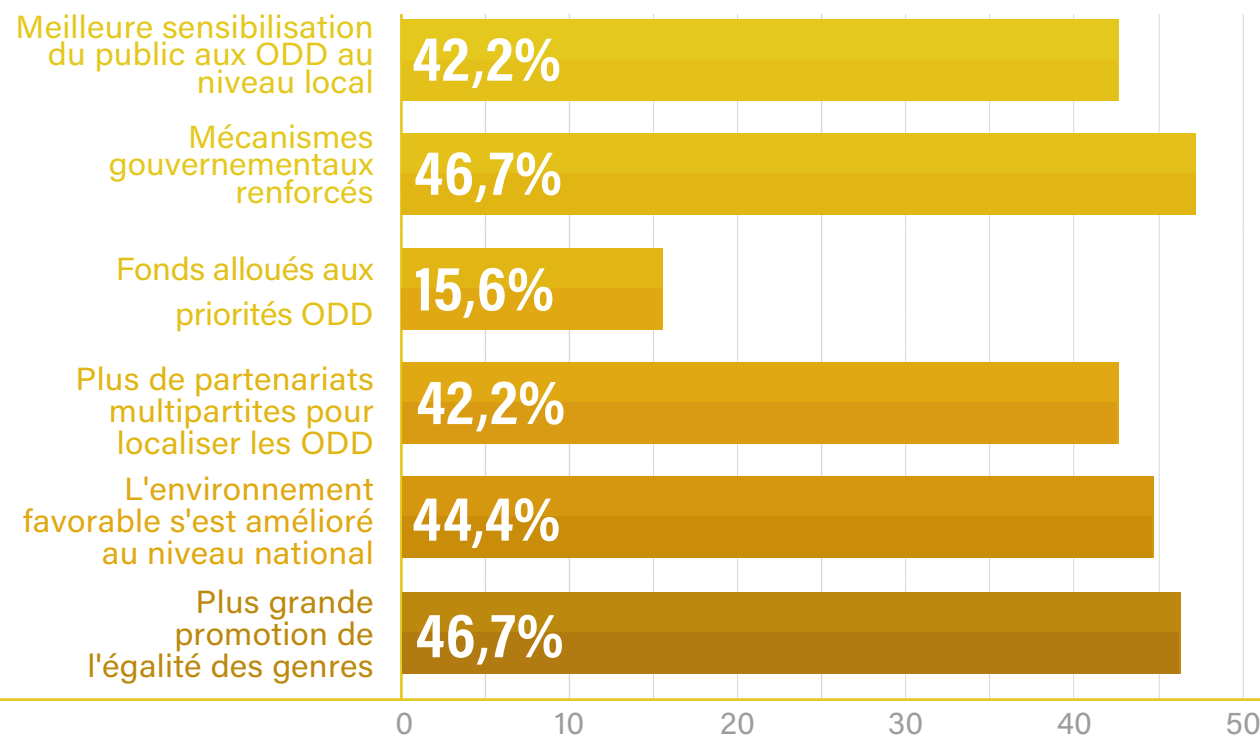


Attention portée sur les résultats

Diagramme 6
Indicateurs de résultats : impacts positifs

En termes de résultats, l'enquête n'a pas tenté de mesurer l'atteinte des ODD en soi. Au lieu de cela, l'enquête a simplement sondé les "autres impacts positifs" de la mise en œuvre des ODD qui sont néanmoins importants. Bien que la liste ne soit pas exhaustive, l'enquête confirme qu'il existe des avantages contingents notables de la mise en œuvre des ODD dans de nombreux pays couverts par l'étude.

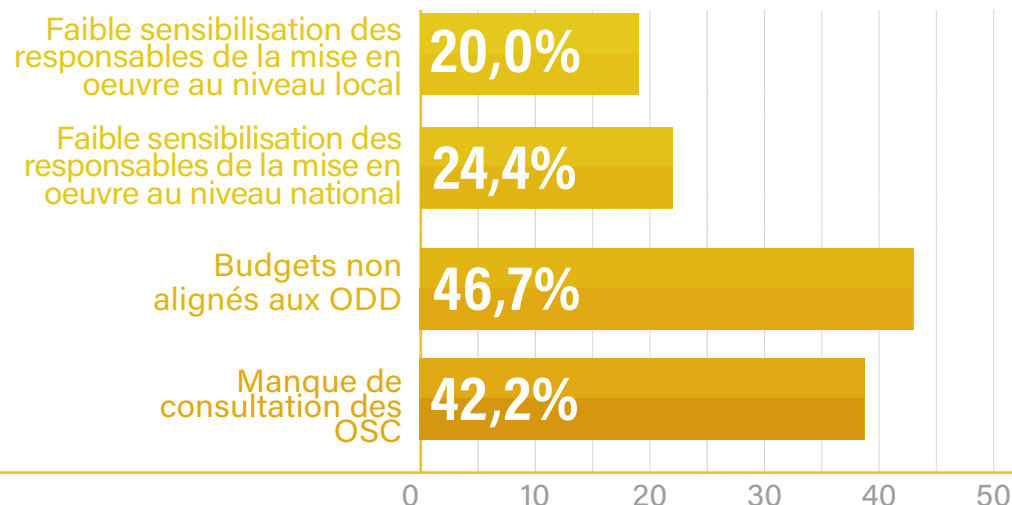
Malgré les nombreux défis que pose la mise en œuvre de l'Agenda 2030, les OSC de 29 des 45 pays interrogés estiment que la mise en œuvre des ODD a eu "d'autres impacts positifs" sur le développement national. La promotion de l'égalité des genres est l'impact positif le plus souvent mentionné parmi ces 29 pays. D'autres avantages contingents importants de la mise en œuvre des ODD



sont le renforcement des capacités de l'État, l'amélioration de l'environnement favorable aux OSC et la formation de partenariats multipartites pour la mise en œuvre des ODD. Notamment, les OSC de seulement sept pays ont constaté une amélioration des allocations budgétaires pour les priorités des ODD, comme l'indiquent les diagrammes 1, 6 et 7. D'autre part, les OSC d'un nombre considérable de pays (16 sur 45) n'ont

vu aucun "autre impact positif sur le développement national". En effet, les OSC interrogées ont identifié des lacunes importantes dans la mise en œuvre des ODD. Les allocations budgétaires qui ne sont pas alignées sur les priorités des ODD sont citées comme un problème par les OSC de 21 pays, et les consultations inadéquates avec les OSC sont mentionnées dans 19 pays.

Diagramme 7 Indicateurs de résultats : défis à la mise en œuvre



Pourcentage de pays sondés (n=45)

Résultats principaux



Attention
portée sur
les résultats



La crise de la Covid-19

La pandémie de Covid-19 continue d'infliger, vague après vague, des destructions à travers le monde. Selon le département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UNDESA), elle a fait basculer environ 114,4 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, dont 57,8 millions de femmes et de filles. Plus de 250 millions d'emplois ont été perdus en 2020, et plus de 1,6 milliard de travailleurs informels sont confrontés à la privation de moyens de subsistance sans aucune protection sociale sur laquelle s'appuyer.¹ Alors que l'économie mondiale se dirige prudemment vers une reprise, la pandémie est loin d'être terminée pour la plupart des pays. Compte tenu de la disparité flagrante de la couverture vaccinale entre les pays et les régions, les pays les plus vulnérables du monde sont confrontés à la grave perspective d'une pandémie prolongée et d'une nouvelle décennie perdue.

Ainsi, la pandémie a porté un coup sévère aux efforts visant à réduire la pauvreté, les inégalités et à la progression de pratiquement tous les ODD.

Outre les impacts directs et indirects de la pandémie sur la santé et le bien-être des populations, les OSC ayant répondu à l'enquête ont identifié d'autres conséquences négatives de la crise de la COVID-19 sur la réalisation des ODD. Dans près de la moitié des pays étudiés, les OSC indiquent que la mise en œuvre des ODD a été retardée ou perturbée par la pandémie et les mesures mises en œuvre pour la contenir, telles que les confinements et la distanciation sociale.

De même, les allocations budgétaires pour les programmes liés aux ODD auraient diminué ou auraient été réorientées vers la réponse à la pandémie ou les mesures d'amélioration sociale. Il n'est pas surprenant que de nombreuses OSC signalent que les indicateurs sociaux et économiques du bien-être de la population se sont détériorés et que les inégalités se sont aggravées pendant la pandémie. Mais presque toutes les OSC interrogées ignorent comment les impacts de la COVID-19 sont intégrés dans les ENV de leurs pays respectifs.

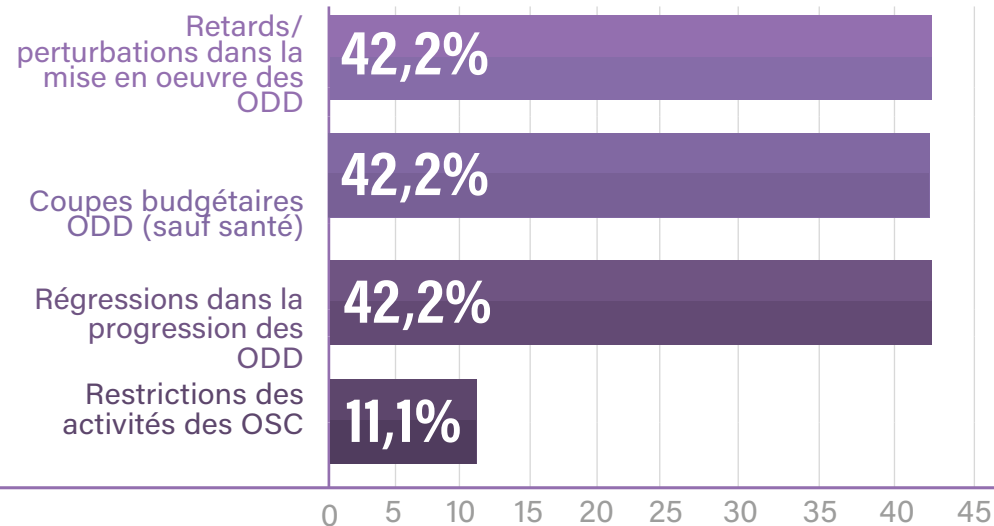
¹ Département des affaires économiques et sociales des Nations unies [UNDESA] (2021). *Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2021*. New York. 11 mai.

Certaines OSC signalent également que les activités des OSC dans leur pays ont été contraintes dans le cadre de restrictions sanitaires. En effet, il se peut que certains États profitent de la crise de la COVID-19 pour

réprimer les dissensions croissantes liées à l'échec ou à l'inadéquation de la réponse des gouvernements à la pandémie, ainsi que les inégalités et injustices de longue date qui sont aggravées par cette crise sans précédent.

Diagramme 8

Impacts de la Covid-19 sur la mise en oeuvre des ODD



Pourcentage de pays sondés (n=45)

Résultats principaux



La crise de la Covid-19

Recommendations



Photo by July Brenda Gonzales Callapaza for Unsplash



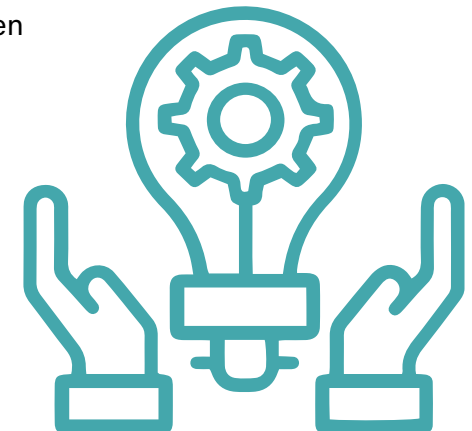
Renforcer l'appropriation des priorités de développement par les pays en développement

Faire connaître la stratégie nationale en matière d'ODD aux responsables de la mise en œuvre, du niveau national au niveau local.

Traduire l'Agenda 2030 dans les plans, programmes et efforts de suivi locaux, en collaboration avec la société civile, et veiller à ce que les priorités locales alimentent les plans nationaux et le processus d'ENV.

Localiser les stratégies de mise en œuvre de l'Agenda 2030 en les adaptant aux préoccupations, aux structures institutionnelles, aux capacités et aux ressources des populations locales.

Réviser et aligner les budgets nationaux et locaux en fonction de la stratégie et des priorités du pays en matière d'ODD, en mettant en œuvre des processus budgétaires participatifs pour refléter les besoins des communautés locales.



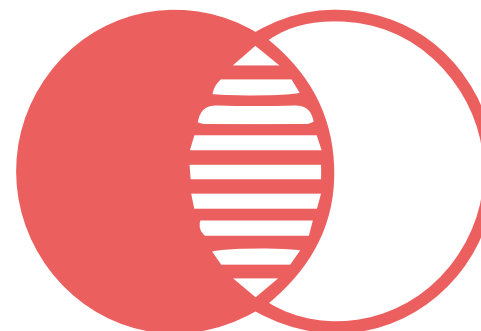
Améliorer la transparence et la responsabilité

Définir des plans pour examiner et rendre compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau national - et pas seulement au FPHN - afin de renforcer la responsabilité envers les citoyens. Cela devrait inclure la consultation de la société civile pour identifier les lacunes dans la mise en œuvre et les mesures nécessaires pour corriger le tir.

Impliquer les OSC dès le départ dans l'élaboration et la contribution aux ENV. S'appuyer sur l'expertise de la société civile et les données générées par les citoyens. Prévoir un espace pour que les OSC puissent examiner et revoir les ENV avant leur publication.

Veiller à ce que les processus nationaux d'examen des ODD soient ouverts au public et que la diffusion de l'information soit menée de manière proactive afin d'établir un lien avec les citoyens, et pas seulement avec les experts techniques (par exemple, par l'utilisation des langues nationales/ vernaculaires).

Fournir des informations sur l'état de la collecte des données ou sur les plans visant à améliorer la disponibilité des données, en particulier sur les efforts déployés pour lutter contre les inégalités et "ne laisser personne de côté".



Recommandations





Renforcer les partenariats inclusifs pour le développement

Garantir l'engagement de la société civile dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en formalisant et en institutionnalisant la participation des OSC aux structures de gouvernance.

Soutenir et renforcer la participation de la société civile par des lois, des mécanismes, des ressources et un développement des capacités de la société civile, en particulier celles des groupes marginalisés.

Mener des consultations et un dialogue réguliers avec la société civile en utilisant toute une série d'opportunités d'engagement multipartite, y compris par des moyens en ligne et en personne ; solliciter des contributions et des retours sur les projets de rapports ; et inclure les OSC en tant que partenaires dans la mise en œuvre et le suivi.

Définir des lignes directrices claires sur l'engagement multipartite dans l'Agenda 2030 afin de garantir que les contributions des OSC et des autres parties prenantes ne soient pas négligées ou rendues inutiles lors de la formulation des politiques et des stratégies et dans le processus d'ENV.

Respecter et protéger les droits de tous les citoyens à effectuer leur suivi et leur examen indépendant de l'Agenda 2030, y compris ceux qui peuvent être critiques à l'égard des politiques et des programmes de l'État.



Renforcer l'attention portée sur les résultats

Élaborer les cadres de résultats nationaux relatifs aux ODD et à la société civile et veiller à ce que l'ENV présente les progrès et les réalisations pour les groupes et communautés marginalisés spécifiques.

Pour rendre compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, les liens entre les politiques et programmes spécifiques, les allocations budgétaires et les résultats doivent être explicitement et clairement établis.

Examiner les politiques de développement, les programmes, les projets et les allocations budgétaires existants quant à leurs implications sur la réalisation des ODD, y compris les grands projets énergétiques, agroalimentaires et d'infrastructure.

Examiner les obstacles systémiques aux ODD au niveau international, tels que les traités injustes en matière de commerce et d'investissement, la concurrence fiscale, la déréglementation financière, etc.



Recommandations





Répondre à la crise de la Covid-19

Mettre en œuvre une réponse à la COVID-19 basée sur la solidarité internationale et veiller à ce que les vaccins et les produits médicaux soient accessibles à tous dans le monde entier. La suspension des droits de propriété intellectuelle (DPI) doit être temporaire, et la technologie de production et le savoir-faire doivent être largement partagés.

Les efforts de redressement social et économique doivent tenir compte de l'impact très inégal de la pandémie sur les différents secteurs et acteurs de l'économie. L'amélioration sociale doit donner la priorité aux femmes et à tous les secteurs qui ne bénéficient pas de protection sociale. La relance économique doit privilégier les micros, petites et moyennes entreprises plutôt que les grandes.

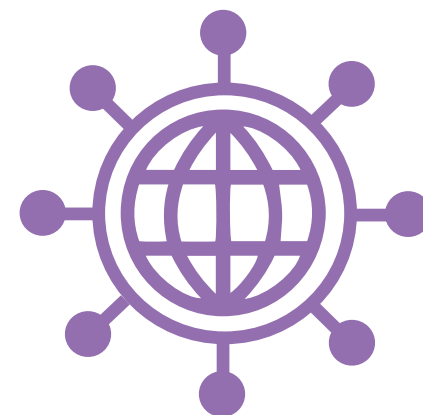
Assurer la transparence et la responsabilité dans les actions des gouvernements et des donateurs liées à la Covid-19.

Renforcer les systèmes de santé publique au niveau communautaire, qui constituent la première ligne de défense contre la pandémie.

Exploiter les connaissances, l'expertise et les initiatives de la société civile dans la lutte contre la pandémie.

Concentrer les efforts sur l'atténuation de l'impact de la COVID-19 sur les secteurs vulnérables, appauvris et marginalisés.

Cesser d'utiliser l'endiguement de la pandémie comme prétexte pour surveiller et supprimer la dissidence politique.





Circonscriptions régionales



AFRIQUE



ASIE



EUROPE



AMÉRIQUE LATINE
ET CARAIBES



MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD



PACIFIQUE

Circonscriptions sectorielles



ORGANISATIONS
CONFESSIONNELLES



GROUPE FEMINISTE



PEUPLES AUTOCHTONES



OSC INTERNATIONALES



MIGRANTS ET DIASPORA



AGRICULTURE ET
DEVELOPPEMENT RURAL



TRAVAIL ET
SYNDICATS



JEUNESSE

Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) est une plateforme ouverte qui réunit des OSC du monde entier sur les questions d'efficacité de la coopération au développement (CED).

Par ses plaidoyers et ses messages, le POED rassemble des OSC, ainsi que des groupes thématiques et des secteurs, de différents pays. Actuellement, les membres du POED couvrent six (6) régions géographiques et huit (8) secteurs. Son travail est guidé par cinq (5) priorités de plaidoyer, complétées par des groupes de travail chargés de fournir une expertise politique et de diriger l'engagement de plaidoyer.



En savoir plus sur le
**Partenariat des
OSC pour l'
efficacité du
développement**



csopartnership.org



[@CSOPartnerships](https://www.facebook.com/CSOPartnerships)



[@CSOPartnerships_](https://twitter.com/CSOPartnerships)



bit.ly/CPDELinedIn



[@csopartnerships](https://www.instagram.com/csopartnerships)